

RAPPORT NATIONAL SUR LE DEVELOPPEMENT HUMAIN 2000

Ce document est une juxtaposition de plusieurs études fouillées et intéressantes menées par différents auteurs dans différents domaines d'activités concourant principalement de manière directe ou indirecte au « développement humain » .

Deux thèmes dominant cet ensemble, en ce sens qu'ils affleurent à chaque pas, après avoir fait eux-mêmes l'objet d'une présentation spécifique. Il s'agit du cadre macro-économique et de la ~~bonne~~ gouvernance.

Macro-Economie

Les caractéristiques de la croissance économique ont été bien résumées et montrent la prépondérance du tertiaire, mais il convient de faire remarquer que le secteur dit informel qui entrerait pour une large part dans celui-la, comporte également des activités artisanales et agroalimentaires, dont d'ailleurs le développement et la transformation permettraient d'insuffler un nouveau dynamisme à l'économie.

A travers le temps, on peut noter un changement, même léger dans les moteurs de la croissance du PIB.

S'il est exact que celle-ci est essentiellement tirée par la consommation finale (voir page 5), il est aussi vrai que dans la FBCF l'investissement (public et privé) croît plus rapidement que la consommation finale des ménages et des administrations (p.45).

Une certaine incapacité de l'Economie sénégalaise à pérenniser (dynamiser de manière durable) les exportations pour lancer la croissance aurait probablement parmi ses causes des faiblesses structurelles, voire systémiques. Ainsi, suite à la dévaluation, les conditions étaient réunies pour une nouvelle dynamique des recettes d'exportations basées sur un développement des activités intérieures et de leur valorisation (-phosphate et produits dérivés, huile, textile, artisanat, pêche, etc ..). Dans ce dernier secteur par exemple, après un bond des premières années suivant l'ajustement monétaire, le dynamisme s'est émoussé et même a été remplacé littéralement par la dynamite, dans la profondeur des eaux.

La partie macro-économique jusqu'à la page 24 est certes intéressante, mais elle commence véritablement à cerner le sujet qui nous intéresse, seulement à partir de la page 26.

L'ensemble des dépenses prioritaires (cette expression renverrait à l'initiative 20/20 que je ne connais pas) se situe en deçà de la norme qui serait de 50%. Sur la période de 95 à 98, le ratio le plus élevé a été réalisé en 1996 (33,1%), (voir Tableau 18 page 26.)

Le ratio dépenses publiques/PNB en 1998 (18,1%) a été inférieur à la norme (25%) fixée par l'initiative 20/20. Au milieu de ces contre-performances, le ratio des dépenses sociales en 1998 a légèrement dépassé la norme (40%), mais il n'a pas pu empêcher le ratio du développement humain (2%) synthèse de tous ces ratios, d'être bien inférieur à la norme (5%).

Il serait utile d'intégrer les éléments analytiques (les éléments historiques peuvent être renvoyés en annexe) à la rubrique de la page 52 « vers une nouvelle stratégie de développement du secteur privé . »

Secteur Privé

Le chapitre sur le secteur privé, est plein d'informations très utiles sur la genèse des rapports Etat/secteur privé, sur les privatisations et leurs différentes formes.

A la page 37, le paragraphe sur les effets économiques et sociaux des privatisations, pourrait gagner en approfondissement, ce que les autres devraient céder en synthétisant, car c'est un des points sur lesquels paraissent insister les syndicats pour résister à ces actions qui mettraient au chômage beaucoup de travailleurs.

Aux pages 31 et 32, on tombe un peu dans la narration de détails succulents, même si l'on estime leur connaissance utile pour comprendre la nature des relations entre privé et Etat, relations qui auraient été viciées par la confrontation entre deux personnalités haut placées qui seraient des concurrents dans les affaires.

Si malgré tout, ces passages devraient être maintenus, peut-être suffirait-il de parler des fonctions et positions, en laissant de côté les noms surtout qu'il est facile de les identifier.

Le paragraphe 2 de l'encadré à la page 40 au sujet de la protection de l'industrie locale affirme qu' « à défaut de protection, les investisseurs ne viendront pas, et notre pays ne sera attractif que pour les exportateurs étrangers ». Ce point de vue ne semble pas être partagé

par la première phrase de la rubrique « la compétitivité des entreprises » de la page 56 qui commence par dire que « il ne sert à rien de promouvoir des entreprises pour le marché local uniquement ».

Une certaine forme de protection temporaire et très ciblée n'est pas à exclure, comme d'ailleurs le SPIDS dans le même encadré l'admet et cela afin de permettre durant cette période de transition une adaptation nécessaire « au nouvel environnement compétitif dans le cadre l'UEMOA) ». Combien de fois cette considération a-t-elle été invoquée par des entreprises qui sont restées néanmoins non compétitives, à l'abri de protections constamment renouvelées et parfois renforcées avec toutes les conséquences sur le potentiel dynamique de l'Economie sénégalaise ? Ce document qui semble être condamné à explorer tous ces domaines devrait se restreindre à l'essentiel ou alors développer l'analyse, des autres facteurs de compétitivité concernant par exemple l'environnement, l'accès aux intrants et leurs coûts, les coûts des facteurs, la structure de la fiscalité, les conditions d'accès aux crédits, aux marchés financiers, etc ..

A la page 39, après la présentation de l'utilisation faite des recettes tirées des privatisations et qui montre un certain « souci de transparence du moins durant ces dernières années, » même si l'on peut contester l'emploi d'une partie de ces ressources, la conclusion tombe brutale et presque inattendue : « mais ces privatisations ne sont pas des exemples de bonne gouvernance et leur efficacité est mise en doute comme le prouve la décision du Gouvernement consistant à se séparer des repreneurs de la Sénélec ».